



La Chaîne Verte

## Lettre ouverte aux parlementaires

# Menaces de mort massives contre la jeune Mila : Trois questions au gouvernement

Madame, Monsieur le député,  
Madame, Monsieur le sénateur,

Nous nous permettons de vous écrire en tant que citoyens soucieux des atteintes aux droits fondamentaux (liberté d'expression, sûreté) récemment perpétrées dans notre pays.

Dans la France de 2020, une jeune fille a reçu **50.000 menaces de mort** (ce chiffre est effrayant) parce qu'elle s'est moquée du dieu de l'islam.

On peut ne pas souscrire à la manière dont la demoiselle s'est exprimée, mais cette réaction de lynchage coordonné est inacceptable.

On ne parle pas de messages réprobateurs de croyants affligés, ni même d'insultes : on parle de menaces de mort, de viol, d'égorgement adressés massivement à une adolescente de 16 ans.

Ces menaces massives sont celles que la rue profère à Téhéran ou Islamabad contre quiconque est accusé de blasphème (critique d'Allah ou de son prophète), crime pour lequel la peine de mort est appliquée dans 13 pays musulmans.

Nous vous demandons de questionner le gouvernement à ce sujet :

### **1 - Qui sont les auteurs de ces menaces ?**

De quels pays sont-ils ressortissants : Français, binationaux, étrangers (en situation régulière ou pas) ?

### **2 - Quelle réponse pénale est mise en œuvre contre ces délinquants ?**

Combien de peines de prison ont été prononcées ?

### **3 – Le gouvernement va-t-il renforcer l'arsenal législatif ?**

L'interdiction du territoire français n'est pas prévue par le code pénal pour les menaces de mort : le gouvernement va-t-il prévoir cette peine complémentaire afin de pouvoir expulser les auteurs quand ils sont étrangers ?

Mieux : va-t-il créer un délit spécifique de « menaces de mort massives » qui, parce qu'elles visent à intimider et terroriser la victime et au delà la société, méritent d'être considérées comme des actions terroristes ?

Nous vous remercions Madame, Monsieur le député, Madame, Monsieur le sénateur, de ce que vous pourrez faire pour interpeller le gouvernement au nom des Françaises et des Français.

Philippe Chansay Wilmotte, président de La Chaîne Verte